

Marc Eichenberger (PDC) – 18 février 2013

Ecoles et finances

À mon avis, il est difficile et inadéquat, aujourd'hui, de faire des promesses qui s'avéreront peut-être impossibles à tenir durant la prochaine législature. Le canton de Neuchâtel a mal à ses finances. Des choix et des efforts doivent être opérés afin d'assainir à long terme la situation neuchâteloise. Toutefois, il apparaît que certains cantons voisins, qui dépensent une somme globale par habitant équivalente à nous, octroient proportionnellement plus à la formation (c'est le cas de Fribourg, Vaud et Berne, par exemple). Je pense qu'une répartition plus favorable à la formation en général devrait être acceptée dans le futur pour améliorer l'intégration professionnelle des citoyennes et citoyens neuchâtelois, en particulier les jeunes.

HarmoS, PER et réforme de l'école secondaire

L'école ne peut pas vivre que des périodes de réforme. Des choix intéressants -mais difficiles à mettre en place- ont été faits durant cette législature. Il faudra du temps, du travail et de la collaboration pour développer un système sans filières moderne et efficace, qui ne laisse aucun élève, ni aucun enseignant au bord du chemin. Une réforme est rarement aboutie dès sa mise en œuvre, je pense que des ajustements devront être négociés entre tous les acteurs concernés. J'aimerais que nous allions vers l'école de demain sans trop de crainte, mais avec réalisme, sérieux et bonne volonté.

Salaires

Je suis pour une harmonisation concertée dans ce domaine. Mais, encore une fois, aucune solution acceptable ne pourra exister sans consultations, négociations et volonté partagée de trouver des compromis. Comme dit précédemment, le réalisme devra prévaloir dans de telles discussions.

Intégration scolaire

Un État est par définition le garant des lois. Je défendrai avec acharnement le respect des réglementations en vigueur même si, parfois, il est difficile de trouver des solutions idéales pour tous, ou que les lois elles-mêmes ne sont pas toujours équitables. Un État a aussi le devoir de faire au mieux pour toute la population. Une marge de manœuvre doit subsister pour essayer de choisir les options les meilleures pour l'avenir. Je ne suis pas favorable à une intégration forcée ou incitée pour de mauvaises raisons. Et je suis bien placé pour savoir que le handicap est très souvent un cas unique. Nous devons nous donner les moyens de travailler avec finesse.